



Naissance du 1er mai :

Le 1er mai naît avec le syndicalisme, une première fois à Chicago, une deuxième fois, à Paris. C'est la revendication de la journée de 8h00 qui amène les syndicats américains à décider en 1884, face à l'obstination patronale, que « 8h00 constitueront la durée légale de la journée de travail à dater du 1er mai 1886 »

A Chicago, arrêt de travail et manifestations se succèdent durant plusieurs jours. La police réprime les manifestants, au soir du 3 mai, le bilan est de 6 morts et 50 blessés.

Le lendemain une bombe éclate dans les rangs de la police au cours du meeting de protestation, ce sera le prétexte à l'arrestation de dirigeants syndicalistes.

Six d'entre eux, « les martyres de Chicago » sont condamnés à mort et pendus.

En France, la lutte pour la journée de 8 heures est également intense, la Fédération Nationale des Syndicats dès sa création en 1884 mobilise sur cette revendication.

Dans la suite de cet engagement, la Fédération propose au **Congrès Ouvrier Socialiste International**, réuni à Paris en juillet 1889, de décider d'une journée internationale de lutte sur la revendication de la journée internationale de lutte sur la revendication de la journée de 8 heures.

En France les premiers Mai vont battre au rythme de la vie sociale.

Des premiers martyrs de Fourmies (1891) à l'enthousiasme du premier Mai unitaire de 1936, dans la tourmente de 39-44 où la journée internationale de lutte des travailleurs devient « la fête du Travail », de

Démolir la Bastille..... et aboutir à Fourmies



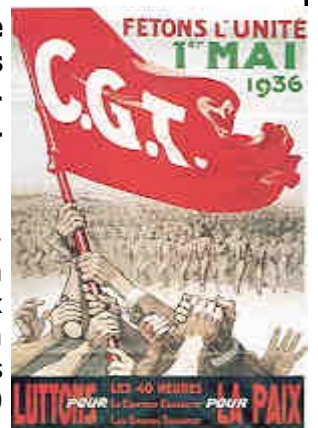
Toujours à genoux, travaille et... Désespère
Jean de A. Willels

la libération à Mai 1968, jusqu'au premier Mai 2002 ou au lendemain des résultats de l'élection présidentielle, le monde du travail va fortement se faire entendre pour faire reculer l'intolérance, le racisme, et la xénophobie, et porter les exigences de justice sociale, et de liberté.

Un peu d'histoire,

Le premier 1936 se déroule dans l'élan d'une CGT réunifiée depuis mars, après quinze années de division syndicale.

Il annonce le mouvement social de juin qui débouchera notamment sur les fameux accords de Matignon (augmentation des salaires de 20 à 50%, semaine de 40 heures, congés payés, conventions collectives,..).



Le front populaire ne légiférera pas sur le statut de la journée du premier Mai.

Fourmies 1891

Fourmies est une cité ouvrière du Nord de la France où s'est implantée l'industrie textile.

Ce 1er mai 1891 la manifestation s'écoule calmement... Des militaires ouvrent le feu, on relèvera 10 morts et plusieurs dizaines de blessés.

Parmi les morts un nourrisson au sein de sa mère et plusieurs jeunes dont Maria Blondeau, tisseuse de 18 ans, qui portait à la main un bouquet d'églantines, « un bouquet de Mai » que son fiancé venait de lui offrir selon la tradition.



Manifestation du 1er MAI à Arnaud Bernard à 10h30

Le 1er mai en France

En France, dès 1890, les manifestants du 1er mai ont pris l'habitude de défiler en portant à la boutonnière un triangle rouge. Celui-ci symbolise la division de la journée en trois parties égales : travail, sommeil, loisirs.

Le triangle est quelques années plus tard remplacé par la fleur d'églaïne. En 1907, à Paris, le muguet, symbole du printemps en Île-de-France, remplace cette dernière. Le brin de muguet est porté à la boutonnière avec un ruban rouge.

Le 23 avril 1919, le Sénat français ratifie la journée de huit heures et fait du 1er mai suivant, à titre exceptionnel, une journée chômée.

Les manifestations du 1er mai 1936 prennent une résonance particulière car elles surviennent deux jours avant le deuxième tour des élections législatives qui vont consacrer la victoire du Front populaire et porter à la tête du gouvernement français le leader socialiste Léon Blum.

C'est le 24 avril 1941, que le 1er mai est officiellement désigné comme la Fête du Travail et de la Concorde sociale et devient chômé.

En avril 1947, la mesure est reprise par le gouvernement issu de la Libération qui fait du 1er mai un jour férié et payé...



Les organisations CFDT - CGT - FSU - Solidaires - UNSA de la Haute-Garonne expriment leur soutien aux peuples des pays du Maghreb et du Moyen-Orient qui se soulèvent pour la dignité et la liberté.

Partout dans le monde, cette onde de choc salutaire bouscule les dictatures et porte un message d'espoir de liberté, de démocratie et de progrès social.

Elles font aussi du 1er mai une journée de solidarité européenne en dénonçant les politiques d'austérité imposées par les Etats membres de l'Union et les Institutions européennes pour « assainir » les dépenses publiques. Les salarié(e)s ne doivent pas payer le coût d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

En France, le 1er mai 2011 se déroule dans un contexte de crise économique et sociale qui creuse les inégalités et mine la cohésion sociale, un contexte de tension sociale toujours forte liée aux préoccupations des salariés en matière d'emploi, de salaires et de conditions de travail qui se sont exprimées fortement dans les mobilisations de 2009 et 2010 face à la crise et à la réforme des retraites.

Partout participons aux manifestations unitaires pour :

- donner la priorité à l'emploi par des politiques économiques et sociales prenant appui sur une réelle politique industrielle qui réponde aux impératifs écologiques et des services publics de qualité, favorisant la réduction des inégalités. Prioriser des mesures en faveur des jeunes. Mettre fin au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ;

- améliorer les salaires, les pensions et le pouvoir d'achat, permettre à chacun de vivre dans la dignité en garantissant le droit pour toutes et tous à une protection sociale solidaire et de haut niveau tout au long de la vie ; Faire reculer les inégalités entre les femmes et les hommes ;

- améliorer les conditions de travail et faire reconnaître la pénibilité ;

- lutter pour l'égalité des droits et contre toutes les discriminations, notamment concernant tous les travailleurs migrants.

L'exigence d'une vie meilleure faite de justice sociale, du respect des droits fondamentaux, d'un travail décent, reconnu et valorisé doit se faire entendre.

Mobilisons-nous pour le « vivre ensemble », la solidarité entre les salariés et l'égalité des droits, le choix de la paix, le choix du social. C'est de cette façon que reculeront l'exclusion, le racisme, le rejet de l'autre.

Les organisations syndicales appellent tous les salariés, les chômeurs et les retraités à participer à la manifestation toulousaine.

Départ 10h30 Arnaud Bernard